

Chacune de ces décisions a été acceptée par la grande majorité des membres de l'ONU, y compris, notons-le bien, plusieurs de ceux qui ont souvent déclaré leur intention de rester à l'écart de la « guerre froide »—selon l'expression adoptée—et dont on ne peut, même de façon éloignée, considérer la politique étrangère comme étant orientée contre les puissances communistes.

Le Gouvernement canadien a appuyé ces décisions de l'ONU et continue d'être lié par elles. Il nous est donc impossible de souscrire à une proposition qui ne reconnaît pas la validité de ces décisions ou qui, du point de vue moral et politique et en ce qui concerne la question de Corée, met sur un même pied à cette conférence l'ONU et les gouvernements qui ont enfreint la Charte des Nations Unies par une agression militaire contre la république de Corée.

Liberté nationale en Asie

Le chef de la délégation soviétique, dans son analyse partielle et peu probante de l'histoire récente de l'Asie, a déclaré que les pays occidentaux, les États-Unis en particulier, « sont incapables de comprendre les changements historiques en cours dans les pays asiatiques ». Au lieu d'essayer de comprendre ces changements, a-t-il ajouté, les pays occidentaux cherchent partout des « intrigues communistes » et des « agents du Kremlin ».

M. Molotov, qui omet de mentionner que dans plusieurs pays la peur des « intrigues communistes » et des « agents du Kremlin » découle d'une malheureuse et pénible expérience, a complètement tort lorsqu'il nous accuse de ne pas comprendre ce qui se passe depuis quelques années chez ces peuples du grand continent asiatique en progrès vers la liberté et vers un meilleur sort. Au contraire, nous comprenons et admettons sans réserve ce que signifie ce progrès et savons qu'il s'agit là d'un mouvement qui ne peut ni ne doit être refoulé.

Dans son discours, M. Molotov s'est exprimé ainsi: « Nous ne pouvons cacher nos sentiments de bienveillance pour les mouvements d'indépendance des peuples, notamment des peuples d'Asie. » Nous pouvons tous nous faire l'écho de cette expression d'approbation mais en insistant pour que l'indépendance dont il s'agit soit plus réelle que celle de la Lithuanie, de la Bulgarie et de la République populaire de Mongolie, pour ne mentionner que ces pays-là, ou encore, que celle des membres de l'ONU qui appartiennent à un bloc où règne une autorité si rigide que pas une seule fois depuis la création de l'ONU l'un d'entre eux n'a encore voté ou ne s'est prononcé publiquement, contre une proposition du chef du bloc.

Nous espérons donc que le progrès de tous les peuples d'Asie aboutira, comme il en a été dans l'Inde, au Pakistan et à Ceylan, à une indépendance de meilleur aloi que celle dont l'unique fin est de voiler la domination impérialiste et agressive d'une puissance étrangère, asiatique ou européenne.

Le droit à la liberté ne comporte pas l'obligation d'être communiste; et « l'Asie aux Asiatiques » n'a pas la même signification que « l'Asie au Cominform ». Justement elle en est tout l'opposé. La paix, la prospérité, l'indépendance ou la dignité de l'Asie ne gagneraient rien si la sphère de co-prospérité de l'Asie orientale instituée par le Japon était remplacée par l'empire communiste établi par la Chine dans cette même Asie.

Dans les discours qu'ils ont prononcés à cette conférence-ci, les chefs des délégations de l'Union soviétique et de la République populaire de Chine ont accusé les États-Unis de poursuivre une politique d'impérialisme militant en Asie, laquelle, à leur point de vue, barre la voie à la liberté des peuples asiatiques. A titre de chef de la délégation d'un pays voisin de l'État le plus puissant du monde, je puis affirmer, avec la conviction que me donne mon expérience en tant que Canadien, que la population des États-Unis ne nourrit aucun dessein d'agression ou d'impérialisme; qu'en outre, ce sont les habitants des États-Unis qui choisissent librement leurs gouvernements.